

Le rapport Jospin n'est qu'un pis-aller !

Écrit par Par pascal Le Néouannic conseillère régionale IDF
Vendredi, 09 Novembre 2012 17:00

Les préconisations de la commission Jospin, faites ce jour, sur la rénovation et la déontologie de la vie publique sont affligeantes en ce qu'elles annoncent de nouvelles capitulations face au lobby des cumulards et des partisans du bi-partisme.

C'est la confirmation que le débat organisé -à huis clos- entre les représentants de l'entre-soi ne pouvait déboucher que sur des querelles de mots sur le non cumul des mandats et une dosette de proportionnelle. On est d'autant plus loin d'une VI^e République que tout a été fait pour exclure toute implication citoyenne jusque dans la composition même de la commission où aucun représentants associatifs, syndical ou militants de la liberté de presse n'étaient conviés.

Pire ce sont les non-dit de la commission face aux atteintes aux libertés publiques fondamentales qui montrent la réalité de l'ampleur de la crise démocratique actuelle.

Pas un mot sur l'expulsion honteuse d'Aurore Martin et les mensonges sur les conditions de son arrestation et de son extradition. Rien non plus des silences du gouvernement face à la criminalisation de l'action syndicale. Rien encore contre l'opération de « maintien de l'ordre » qui frappe les militants non violents qui s'opposent à la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes, ni de l'abandon de l'engagement du droit de vote aux étrangers, promis par le candidat Hollande en 2012 et par le Parti socialiste depuis trente ans.

Pour les élus du PG le rapport Jospin sert en fait de pis-aller à une actualité si prompte à mettre sous l'éteignoir la trop longue liste des renoncements du gouvernement surtout quand ceux-ci sont salués par l'UMP et le Medef.

Pour tous contacts :

Pascale Le Néouannic, SN du PG en charge des libertés de la laïcité et des Institutions